



## FINANCES ET ADMINISTRATION



**LA DIRECTION FINANCES ET ADMINISTRATION A LA RESPONSABILITÉ DE TRAITER LES OPÉRATIONS COMPTABLES ET DE PRODUIRE L'INFORMATION FINANCIÈRE DES DIFFÉRENTS FONDS DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC, INCLUANT LES GROUPES RÉGIONAUX. ELLE ASSUME ÉGALEMENT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU FONDS DU POOL POUR LA MISE EN MARCHÉ DU LAIT PRODUIT AU QUÉBEC, CE QUI INCLUT LES PAIEMENTS AUX PRODUCTEURS, AUX TRANSPORTEURS ET AUX FOURNISSEURS DE SERVICES AINSI QUE LA FACTURATION DES USINES. DE PLUS, LA DIRECTION ENREGISTRE LES TRANSACTIONS D'ACHAT ET DE VENTE DE QUOTAS DES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC RÉALISÉES PAR LE SYSTÈME CENTRALISÉ DE VENTE DES QUOTAS (SCVQ). ENFIN, ELLE FOURNIT UN SOUTIEN ADMINISTRATIF ET DES CONSEILS FINANCIERS AUX INSTANCES DE L'ORGANISATION ET À LA DIRECTION GÉNÉRALE.**

En début d'année, les membres du conseil d'administration ont soumis à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) une demande de suspension du prélevé pour l'administration du plan conjoint durant une période de trois mois afin que les producteurs laitiers puissent bénéficier d'un retour rapide et efficace des surplus du Fonds d'administration et que le solde du fonds soit réduit à un niveau jugé suffisant pour les besoins courants d'exploitation. Rappelons que ces surplus se sont accumulés au cours des dernières années en raison des hausses de la production ainsi que des pénalités et dommages pour les livraisons de lait non déclarées. Le congé de prélevé a été appliqué durant les mois de

mai à juillet 2017 et a représenté un montant de 3,9 millions de dollars pour l'ensemble des producteurs laitiers.

Conséquemment, les résultats du Fonds d'administration, excluant les activités reliées aux Programmes-qualité du lait et au programme proAction, affichent une insuffisance des produits sur les charges de 2,3 millions de dollars.

Les pertes associées aux Programmes-qualité du lait ont quant à elles représenté 14 454 \$. Elles ont été moins importantes en 2017 à cause d'un léger accroissement des retenues-qualité. Comme le prévoient les conventions de mise en marché du lait, les sommes recueillies pour des résultats positifs au dépistage des antibiotiques doivent être versées prioritairement dans un fonds de compensation jusqu'à ce qu'il atteigne un montant maximum de 150 000 \$, et ce, afin de couvrir d'éventuels coûts associés à une contamination de lait entreposé dans un silo d'usine. Puisque ce fonds a atteint le maximum prévu en début d'année, des sommes ont pu être utilisées pour couvrir une partie des coûts des programmes d'amélioration de la qualité et d'aide technique aux producteurs qui éprouvent des difficultés à répondre aux normes de qualité.

Le résultat net lié à l'administration du programme proAction présente une insuffisance des produits sur les charges de 316 588 \$. Ceci s'explique par une réduction du nombre de pénalités LCQ (Lait canadien de qualité) perçues auprès des producteurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat du volet salubrité des aliments de proAction (antérieurement LCQ) et une augmentation des charges, dont notamment les coûts associés à l'évaluation des animaux dans le cadre du volet bien-être animal.

Par ailleurs, les résultats du Fonds de publicité et promotion ont dégagé un excédent de 3,2 millions de dollars. L'augmentation du volume de production laitière explique essentiellement cet excédent.

Pour ce qui est des recettes provenant des ventes de lait du Fonds du pool, elles se sont élevées à près de 2,578 milliards de dollars en 2017, une hausse de 5,4 %, comparativement à 2016,

**MARTINE BÉDARD**, technicienne comptable *Accounting Technician* **GENEVIÈVE BORDELEAU**, commis comptable *Accounting Clerk*  
**SUZANNE DESBIENS**, assistante comptable *Accounting Assistant* **NICOLE DUMAS**, secrétaire *Secretary*

## FINANCEMENT DES ACTIVITÉS – 2017

### FINANCING OF OPERATIONS – 2017

	Janvier à juillet <sup>1</sup> January to July <sup>1</sup>	Août à décembre August to December
	\$/kg de ST <sup>2</sup> –	\$/kg of TS <sup>2</sup>
Administration du plan conjoint et fonds de défense <i>Administration of the Joint Plan and Defence Fund</i>	0,02758	0,02792
Contribution à l'UPA <i>Contribution to the UPA</i>	0,00882	0,00848
<b>Total partiel</b> <i>Subtotal</i>	<b>0,03640</b>	<b>0,03640</b>
Publicité et promotion <i>Advertising and promotion</i>	0,11320	0,11310
Fonds de développement <i>Development Fund</i>	0,00080	0,00080
<b>Total</b>	<b>0,15040</b>	<b>0,15030</b>

<sup>1</sup> La contribution pour l'administration du plan conjoint a été suspendue de mai à juillet 2017.

*The contribution for joint plan administration was suspended from May to July 2017.*

<sup>2</sup> Solides totaux

*Total solids*

soit 131,5 millions de dollars de plus. Malgré cette augmentation, le prix moyen intraquota a diminué surtout en raison de la forte croissance des ventes de produits laitiers riches en gras, notamment le beurre, ce qui a créé des quantités plus importantes de solides non gras vendues à faible prix.

Enfin, un mot sur le Fonds de défense des intérêts économiques des producteurs de lait dont les résultats sont présentés à huis clos aux délégués lors de l'assemblée générale annuelle. Ce fonds sert à soutenir les coûts liés à la défense des intérêts économiques des producteurs, notamment ceux promus par Le Mouvement pour la gestion de l'offre (anciennement GO5 Coalition pour un modèle agricole équitable, la gestion de l'offre), dont la coordination administrative est assurée par la Direction. En 2017, les activités ont surtout porté sur la renégociation des accords commerciaux, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et le Partenariat transpacifique (PTP), le renouvellement de l'image de marque des groupes sous gestion de l'offre et la création d'un nouveau site Internet [mouvementgo.ca](http://mouvementgo.ca).

## FINANCE AND ADMINISTRATION

THE FINANCE AND ADMINISTRATION DEPARTMENT IS RESPONSIBLE FOR PROCESSING ACCOUNTING TRANSACTIONS AND PRODUCING FINANCIAL INFORMATION FOR THE VARIOUS FUNDS OF LES PRODUCTEURS DE LAIT DU QUÉBEC, INCLUDING THE REGIONAL GROUPS. IT ALSO PERFORMS THE FINANCIAL TRANSACTIONS OF THE POOL FUND FOR MARKETING MILK PRODUCED IN QUEBEC, WHICH INCLUDES PAYMENTS TO PRODUCERS, TRANSPORTERS AND SERVICE PROVIDERS, AS WELL AS PLANT BILLING. IN ADDITION, THE DEPARTMENT RECORDS QUOTA PURCHASE AND SALES TRANSACTIONS BY QUEBEC MILK PRODUCERS IN THE CENTRALIZED QUOTA SALES SYSTEM (SCVQ). FINALLY, IT PROVIDES ADMINISTRATIVE SUPPORT AND FINANCIAL ADVICE TO THE ORGANIZATION'S BODIES AND GENERAL MANAGEMENT.

At the beginning of the year, members of the Board of Directors submitted a request to suspend the levy for joint plan administration to the Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) for a period of three months so that milk producers could take advantage of a rapid and effective restoration of General Operating Fund surpluses and the fund balance would be reduced to a level deemed sufficient for current operating needs. Remember that these surpluses have accumulated over the last several years due to increased production and the penalties and damages for undeclared milk shipments. The levy was suspended from May to July 2017 and totalled \$3.9 million for all milk producers.

Therefore, the results of the General Operating Fund, excluding activities related to the Milk Quality Programs and the proAction program, show a deficiency of revenue over expenses of \$2.3 million.

The losses associated with Milk Quality Programs totalled \$14,454. They were not as high in 2017 due to a slight increase in quality deductions. As stipulated in the milk marketing agreements, amounts collected for positive antibiotic screening results must first be paid into a compensation fund until the fund reaches the maximum amount of \$150,000. This is done to cover the potential costs associated with contaminated milk stored in a plant silo. Since this fund reached its maximum amount at the beginning of the year, some of it was used to cover a portion of the costs of the quality improvement and technical assistance programs for producers who have trouble meeting the quality standards.



**DANIEL DUPUIS**, directeur des finances et de l'administration *Director, Finance and Administration*  
**ANDRÉE GAUTHIER**, commis comptable *Accounting Clerk* **ELAINE PELLERIN**, coordonnatrice, service du pool *Pool Service Coordinator* **PATRICK VERSTRICHT**, comptable de gestion *Management Accountant*

## PAIEMENTS AUX PRODUCTEURS – 2017

PAYMENTS TO PRODUCERS – 2017

Mois Month	Prix du lait – intraquota Within-quota milk price				Prime à la matière grasse – intraquota <sup>2</sup> Within-quota butterfat premium <sup>2</sup>		Prime qualité CMMML <sup>3</sup> Quality premium MMAs <sup>3</sup>
	Matière grasse Butterfat \$/kg	Protéine Protein \$/kg	Lactose et autres solides Lactose and other solids \$/kg	Valeur d'un hl de référence <sup>1</sup> Value of reference hl <sup>1</sup> \$/hl	Matière grasse Butterfat \$/kg	Valeur d'un hl de référence <sup>1</sup> Value of reference hl <sup>1</sup> \$/hl	Volume Volume \$/hl
Janvier – January	10,5244	6,9787	1,4881	68,70	0,0147	0,05	0,2443
Février – February	10,6174	7,3369	1,5340	70,44	0,0133	0,05	0,2197
Mars – March	10,6397	7,2097	1,5214	70,05	0,0124	0,04	0,2187
Avril – April	10,6255	6,4927	1,4087	67,06	0,0120	0,04	0,2387
Mai – May	10,6536	7,1106	1,4925	69,61	0,0209	0,08	0,2619
Juin – June	10,4527	7,6653	1,5582	71,04	0,0251	0,09	0,3028
Juillet – July	10,4791	7,3005	1,4959	69,61	0,0458	0,16	0,3862
Août – August	10,7865	7,7294	1,5660	72,49	0,0473	0,17	0,3652
Septembre – September	10,7111	7,2098	1,5027	70,20	0,0382	0,14	0,3565
Octobre – October	10,7144	7,4637	1,5552	71,32	0,0221	0,08	0,3422
Novembre – November	10,7022	7,2423	1,5365	70,46	0,0159	0,06	0,3812
Décembre – December	10,6088	6,9602	1,5021	69,03	0,0092	0,03	0,3198
<b>Prix moyen annuel 2017</b>	<b>10,6265</b>	<b>7,2216</b>	<b>1,5132</b>	<b>69,99</b>	<b>0,0227</b>	<b>0,08</b>	<b>0,2913</b>
<i>Average annual price 2017</i>							
Prix moyen annuel 2016	10,4539	7,6156	1,5730	70,97	0,0460	0,17	0,2561
<i>Average annual price 2016</i>							

1 Composition du lait servant à déterminer la valeur d'un hectolitre de référence.

*Milk composition used to determine the value of a reference hectolitre.*

Matière grasse/Butterfat: 3,60 kg/hl Protéine/Protein: 3,20 kg/hl Lactose et autres solides/Lactose and other solids: 5,70 kg/hl

2 La prime à la matière grasse est versée aux producteurs dont le ratio solides non gras/gras est de 2,35 ou moins.

*The butterfat premium is paid to producers whose solids non-fat/fat ratio is 2.35 or less.*

3 Prime mise en application si la moyenne pondérée provinciale annuelle de cellules somatiques prévue aux conventions de mise en marché du lait est atteinte. Cette prime est financée à parts égales par les producteurs et les entreprises laitières.

*Premium applied when the provincial annual weighted average somatic cell count stipulated in the milk marketing agreements has been reached. This premium is funded equally by the producers and dairy enterprises.*

The net result for proAction program administration showed a deficiency of revenue over expenses of \$316,588. This can be explained by a decrease in the number of CQM (Canadian Quality Milk) penalties collected from producers who do not hold a certificate for the proAction food safety module (formerly CQM) and an increase in expenses, including the costs of assessing animals as part of the animal care module.

Furthermore, the Advertising and Promotion Fund posted a surplus of \$3.2 million. The increase in the milk production volume largely explains this surplus.

Pool Fund receipts from milk sales were nearly \$2.578 billion in 2017, up 5.4% compared to 2016, or \$131.5 million. Despite this increase, the average

within-quota price fell especially due to the strong growth in sales of dairy products with high fat content, particularly butter, which created larger quantities of solids non-fat sold at lower prices.

Finally, a word concerning the Fund for the Defence of Milk Producers' Economic Interests, whose results are presented to delegates behind closed doors at the Annual General Meeting. This fund is used to help with the cost of defending the economic interests of producers, especially those promoted by The Supply Management Movement (formerly GO5 Coalition for a Fair Farming Model, Supply Management), whose administrative aspects are coordinated by the Department. In 2017, efforts were mainly focused on the renegotiation of the

trade agreements, including the North American Free Trade Agreement (NAFTA) and the Trans-Pacific Partnership (TPP), the new brand image of supply-managed groups and the creation of the new Web site [mouvementgo.ca](http://mouvementgo.ca).